



À La Paz en Bolivie, Victoria Guarachi De Plata, 36 ans, mère de quatre enfants, est trésorière de l'association Q'Antati. Ce réseau d'artisanat «équitable» regroupe 250 artisans aymaras et vend ses produits en Europe, aux États-Unis et au Canada (Les boutiques 10 000 villages). Q'Antati est soutenue par Oxfam Québec et par Les Œuvres du Cardinal Léger.

européens, 59 d'Amérique latine, 23 d'Afrique, principalement francophone, 5 d'Asie et un de la Nouvelle-Calédonie, réunis pendant une semaine au Campus Notre-Dame-de-Foy du Collège de Cap-Rouge, à Saint-Augustin-de-Desmaures, en banlieue de Québec), ces assises mondiales comptaient peu de représentants des pays anglophones ou arabes.

Cette deuxième rencontre internationale aura tout de même représenté une étape vers une *Autre mondialisation*. Les observateurs, après les événements du 11 septembre, ont senti la détermination des participants d'offrir une alternative valable à une situation apparemment bloquée, de l'aveu même des dirigeants mondiaux. «Le 11 septembre nous force à accélérer ce qu'on a mis en route depuis la conférence de Lima», a soutenu Gérald Larose.

La première rencontre avait accouché de la *Déclaration de Lima* et dénonçait «l'hégémonie d'un modèle de développement qui, aussi bien au Sud qu'au Nord, démontre ses limites, détruit la planète et produit pauvreté, exclusion sociale et politique». Les signataires de Lima s'engageaient à «construire dans chacun de (leur) pays des réseaux sociaux dans les divers champs du développement solidaire».

De nombreux États du Nord soutiennent l'économie sociale. Vice-première ministre du Québec, ministre de l'Économie et des Finances, également ministre responsable de l'Économie sociale, Pauline Marois a voulu montrer que le gouvernement provincial prenait la chose au sérieux. Que l'économie sociale relève d'elle en témoigne, mais ses propos, lors de la séance inaugurale des travaux de la rencontre internationale, n'ont guère dépassé une conception utilitariste de l'économie sociale, mesurée seulement à l'aune de la création d'emplois (4700 entreprises québécoises d'économie sociale ont créé 50 000 emplois), sans remettre en question les dogmes du libéralisme économique et du libre-échange à l'échelle mondiale. «Nous n'avons pas le choix de suivre», déclarait Mme Marois.

L'AUTRE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

2^e Rencontre internationale sur l'économie sociale et solidaire à Québec : il faut inclure le facteur humain dans le développement.

PAR JEAN-SÉBASTIEN MARSAN ET DENISE PROULX

«L'an dernier, l'Afrique a reçu 0,9 % de l'ensemble des investissements dans le monde. Nous n'attendons plus rien de l'économie néolibérale. L'alternative, c'est vous!», a lancé le Sénégalais Abdou Salam Fall, professeur à l'Institut fondamental d'Afrique Noire, aux délégués de la 2^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité.

«Il y a une demande mondiale» pour l'économie sociale et solidaire, a renchéri Michel Rocard, conférencier vedette de la séance de clôture de ce sommet mondial de l'économie sociale et solidaire, président de la Commission de l'emploi et des affaires sociales de l'Union européenne et ancien premier ministre de France.

Malgré ces paroles encourageantes, ceux qui espéraient qu'au sortir de cette deuxième rencontre (la première s'est tenue à Lima en

1997) l'économie sociale s'invite à la table de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou de l'ONU pour promouvoir une *Autre mondialisation* en sont quittes pour revenir à la charge lors de la 3^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, qui aura lieu à Dakar (Sénégal), en 2005.

Organisée par le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ, présidé par Gérald Larose), en liaison avec le *Grupo Red de economía solidaria del Perú*, la deuxième rencontre n'a que partiellement atteint son but politique : la création d'un Secrétariat international de l'économie sociale et solidaire. Les délégués se sont plutôt rabattus sur l'idée de créer une commission de liaison, sans pouvoirs mais plus souple qu'un secrétariat, avec une représentation des quatre continents (Amérique, Europe, Afrique, Asie). Largement dominées par les pays latins (70 délégués